



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
Bureau de la Réglementation, des Élections
et de la Circulation

Arrêté N° 2015 - 464 .

portant autorisation d'une course automobile intitulée
"Course de côte régionale du Diamant"

Le Préfet de la Martinique
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de la Route en ses articles L.411-7 et R.411-29 à R.411-32 ;
- VU le Code de l'Environnement en ses articles L.224-5, L.541-2, L.541-3 et R.543-137 à R.543-138 ;
- VU le Code de la Santé Publique en ses articles L.1311-1, L.1311-2 et L.3321-1 ;
- VU le décret n° 2007-1133 du 24 juillet 2007 relatif aux dispositions réglementaires du Code du Sport ;
- VU le Code du Sport en ses articles L.321-1, L.321-2 et L.331-9 à L.331-12 ;
- VU l'arrêté interministériel du 3 novembre 1976 modifié, portant réglementation technique des compétitions automobiles et des compétitions de véhicules à deux roues et tricycles à moteur ;
- VU l'avis de la Commission Départementale de la Sécurité Routière (section manifestations sportives) lors de sa réunion du 27 novembre 2014 pour la validation du calendrier prévisionnel des épreuves sportives de l'année 2015 ;
- VU la demande d'autorisation présentée le 29 juin 2015 par l'Association Sportive Automobile ASA TROPIC en vue d'organiser une course le dimanche 8 novembre 2015 ;
- VU l'attestation mentionnant la police d'assurance n° 503724 souscrite auprès de la compagnie Syndicate DTW1991 at Llyoyd's, 2 Minster Court - London - EC3R7BB
- VU les recommandations et l'avis favorable des membres de la Commission Départementale de la Sécurité Routière (section manifestations sportives), lors de la visite de parcours le 27/05/2014
- VU l'avis favorable émis par la Présidente du Conseil Général ;
- VU l'avis favorable émis par le Maire de la commune du Diamant ;
- VU les avis favorables émis par les autres Administrations de l'État ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} - L'Association Sportive Automobile ASA TROPIC représentée par son Président, Monsieur Clément MARIE, est autorisée à organiser, **sous réserve des prescriptions mentionnées ci-après**, une course automobile intitulée «Course de côte régionale du Diamant», le **dimanche 8 novembre 2015** de **8h00 à 17h30**, empruntant la RD37 sur le territoire de la commune du Diamant (parcours annexé).

1/4

Article 2 - L'organisateur devra prendre l'attache de la municipalité concernée et assurer **obligatoirement** l'information préalable des riverains et des usagers de la route par voie de presse écrite, parlée et audiovisuelle, sur les mesures prévues pour le déroulement de cette manifestation, notamment les horaires pour l'usage privatif de la portion de voirie concernée et les itinéraires de déviations proposés.

Article 3 - La fermeture des routes concernées devra être autorisée par arrêté du gestionnaire des voies empruntées, signalée en amont et au droit de la manifestation par des panneaux réglementaires.

- Les zones destinées au public devront être parfaitement sécurisées pour éviter tout incident avec les véhicules en course.
- Le stationnement des véhicules des spectateurs, devra être organisé de manière à éviter toute gêne aux riverains et usagers.

Article 4 - L'organisateur devra procéder à une ultime visite du parcours, avant le départ de la course, afin de prendre toutes les dispositions pour vérifier la mise en place du dispositif nécessaire à la sécurité des riverains, des spectateurs et des compétiteurs, à savoir :

- Protection des obstacles en bordure de la RD37 à l'intérieur des courbes, têtes d'ouvrages et poteaux représentant un danger potentiel pour les concurrents.
- Délimitation des périmètres de sécurité de manière à mettre les spectateurs hors d'atteinte de toute sortie de route.
- Balisage et interdiction d'accès des endroits jugés dangereux, notamment l'extérieur des virages.
- Positionnement devant chaque entrée d'habitation d'un commissaire de route ou d'un personnel dépendant de l'organisation en relation avec la direction de course pour empêcher toute circulation durant les épreuves et permettre aux riverains d'accéder ou de sortir de leur domicile en toute sécurité.
- Les commissaires de route identifiables par le port d'un brassard, d'une chasuble ou d'une tenue spécifique à l'organisation seront équipés d'un matériel de signalisation approprié répondant aux exigences réglementaires et de moyens de liaison radio pour renseigner en temps réel le directeur de course, sur le déroulement de la manifestation.
- **Mise en place d'une signalisation suffisante pour les itinéraires de déviations (voir plan joint) avec une vigilance particulière sur une épreuve devant s'achever à la tombée de la nuit.**
- Le flux de véhicules devant emprunter les déviations possibles (RD7 et chemin Fleury)
- **Respect des horaires de début et de fin d'épreuve.**

Tout débordement de spectateurs sur la chaussée ou dans les zones interdites ne pourra être toléré et donnera lieu à l'arrêt momentané ou définitif de la manifestation.

Article 5 - L'organisateur devra être en mesure de présenter la liste et les qualifications des officiels à jour de leur licence 2015, en charge de la sécurité des manifestations de véhicules terrestres à moteur, **validée par la Fédération Française du Sport Automobile.**

Article 6 - L'organisateur devra respecter les règlements technique et de sécurité édictés par la Fédération Française du Sport Automobile (F.F.S.A).

Article 7 - Les membres de l'organisation et les officiels de la course seront porteurs de badges avec mention de leur identités.

Article 8 - Les marchands ambulants ne devront en aucun cas se trouver à proximité immédiate du parcours. **La vente de boissons alcoolisées est strictement interdite (la bière est une boisson alcoolisée).**

Article 9 - L'organisateur devra mettre en place une procédure d'arrêt d'urgence de la course, et les moyens de secours suivants :

- Une ambulance équipée d'un appareil de réanimation, servie par des secouristes et un médecin qui seront chargés de la direction des secours et l'interconnexion avec le S.A.M.U.,
- Des extincteurs confiés à un personnel dépendant de l'organisation et qui ne devra avoir aucune autre tâche,
- Des véhicules de dépannage.
- Le libre accès à la manifestation pour toute intervention des secours.

En cas d'accident grave, il pourra être fait appel, en renfort du dispositif existant, aux moyens des sapeurs-pompiers en composant le 18. A cet effet, il conviendra de préciser le lieu de l'intervention.

Article 10 - Les organisateurs et les participants devront respecter strictement le code de la route en dehors de la portion de la route départementale 6 concernée, notamment le bruit et la vitesse.

- Des commissaires de course devront être en nombre suffisant pour assurer la sécurité des compétiteurs, des spectateurs, des riverains ainsi que des usagers de la RD 37.

Article 11 - L'organisateur devra prendre à sa charge les frais du service d'ordre exceptionnel mise en place à l'occasion du déroulement de l'épreuve.

Article 12 - L'organisateur devra mettre en œuvre toutes les initiatives pour assurer le ramassage et le tri sélectif des bouteilles, gobelets et autres déchets laissés sur la chaussée et, dans la nature.

Article 13 - Tous les déchets spéciaux liés aux engins à moteur : chiffons souillés, batteries, huiles, pneumatiques usés devront être récupérés et traités selon les filières fixées par le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIS).

Article 14 - Les matériels utilisés pour la sécurité et le balisage du parcours, notamment les pneumatiques devront être récupérés à la fin de la course. Leur valorisation devra être favorisée. Sinon, le responsable de la manifestation devra organiser leur élimination en respectant la filière mise en place dans le département pour ce type de déchet.

Article 15 - La présente autorisation ne deviendra effective, qu'après notification au directeur de course, de l'attestation écrite que l'ensemble des dispositions imposées à l'organisateur sont effectivement réalisées en application de l'article R.331-27 du décret n° 2007-1133 du 24 juillet 2007, par la personnalité désignée sur proposition de la Commission Départementale de la Sécurité Routière (Section manifestations sportives).

Article 16 - L'autorisation peut être suspendue ou rapportée à tout moment s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies ou que l'organisateur, malgré la mise en demeure qui lui en est faite par l'autorité administrative, ne respecte plus ou ne fait plus respecter par les participants et les spectateurs des dispositions prévues par le règlement particulier de la manifestation en vue de leur protection (Article R331-28 du Code du Sport).

Article 17 - En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, relatives à la sécurité, l'organisateur s'exposera aux peines prévues pour les contraventions de la 5^{ème} classe (soit 1.500 euros maximum article R331-17-2 alinéa 2 du Code du Sport).

Article 18 - Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le Sous-Préfet du Marin,
- La Présidente du Conseil Général,
- Le Maire de la commune du Diamant,
- Le Colonel, Commandant de la Gendarmerie de Martinique,
- Le Directeur de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le - 5 NOV 2015

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation,
Le Directeur des Libertés Publiques



Monique LOWINSKI



RD7

RD37

RD37

ARRIVEE

Pointe du Diamant

RD37

DEPART

cote de cote

Stationnement par RD7 ou par chemin par Fonds Fleury

LE DIAMANT

RD7

LES ANSES-D'ARLETT

Fonds Fleury

Monte Blanc

Monte Geny

Petite Anse

Monte Larcher

Anse Cahard

Mahors du Illeopard

Grande Anse du Diamant

C

1:50,000

Course de côte du Diamant
 Organisation détaillée

